



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
28 novembre 2025
Français
Original : anglais

Seizième session

Genève

20-23 octobre 2025

Le régionalisme en période d'incertitude

Table ronde ministérielle

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

1. Dans son allocution liminaire, la Secrétaire générale de la CNUCED a souligné l'importance croissante de l'intégration régionale et de la coopération Sud-Sud dans le domaine du commerce pour faire face à l'incertitude qui caractérise le commerce international. Elle a fait observer que les mesures commerciales unilatérales de plus en plus fréquentes créaient un climat d'imprévisibilité dont pâtissaient de manière disproportionnée les pays en développement et les petites entreprises qui y exerçaient leurs activités.
2. Dans ces conditions, le commerce régional, synonyme de proximité et de prévisibilité, offrait une solution concrète pour l'avenir. Plus précisément, le régionalisme ouvert était un choix pragmatique lorsque le multilatéralisme était au point mort. Contrairement aux blocs régionaux exclusifs, le régionalisme ouvert favorisait l'intégration internationale tout en permettant l'inclusion de partenaires extrarégionaux. La Zone de libre-échange continentale africaine, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et le Système global de préférences commerciales entre pays en développement étaient autant d'exemples d'initiatives réussies en matière d'unité et d'ouverture. L'intervenante a en outre réaffirmé que la CNUCED était déterminée à soutenir les efforts d'intégration régionale favorisant le développement durable et une croissance inclusive.
3. La table ronde ministérielle a consisté en deux réunions-débats. Les participants à la première réunion-débat étaient le Ministre marocain de l'industrie et du commerce, le Ministre turkmène du commerce et des relations économiques extérieures et le Secrétaire d'État du Ministère cambodgien du commerce. Les intervenants de la deuxième réunion-débat étaient le Ministre bhoutanais de l'industrie, du commerce et de l'emploi, le Ministre iraquien du commerce et la Secrétaire principale du Département d'État kényan chargé du commerce. La Directrice de la Division du commerce international et des produits de base de la CNUCED a animé les débats.
4. La première réunion-débat portait sur l'intérêt croissant du régionalisme ouvert dans un climat commercial mondial de plus en plus instable, ainsi que sur la manière dont l'intégration régionale et les partenariats Sud-Sud pouvaient servir de rempart contre l'incertitude mondiale tout en ouvrant la voie à une participation accrue aux processus multilatéraux.
5. Concernant le régionalisme ouvert comme stratégie face à l'imprévisibilité du commerce, les intervenants sont convenus qu'un renforcement de la coopération régionale pouvait contribuer à atténuer les difficultés liées au commerce mondial et ont partagé leurs points de vue et leurs expériences. Un intervenant a mis en avant le vaste réseau d'accords de libre-échange dont le Maroc bénéficiait et qui couvrait près de la moitié des économies



mondiales. Ce réseau stimulait fortement la compétitivité et l'innovation dans le pays, démontrant ainsi les avantages du régionalisme ouvert. Un autre intervenant a souligné l'importance du régionalisme ouvert pour les pays en développement sans littoral. La coopération régionale permettait de créer des couloirs commerciaux stratégiques, des partenariats énergétiques, des initiatives numériques et des zones commerciales, autant d'initiatives contribuant à instaurer un climat d'investissement plus prévisible. Il fallait assurer une coopération souple et veiller au respect mutuel, notamment à l'heure où des pays comme le Turkménistan poursuivaient leur processus d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce. Une autre intervenante a évoqué la future sortie du Cambodge de la catégorie des pays les moins avancés. Elle a souligné que le régionalisme ouvert était important, car il contribuait à assurer une transition en douceur et à réduire l'imprévisibilité liée au commerce. Elle a en outre cité l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et le Partenariat économique global régional comme exemples de cadres de coopération régionale ouverte ayant contribué à créer un environnement stable pour le commerce et l'investissement.

6. Les intervenants ont également abordé les difficultés rencontrées dans l'intégration régionale, notamment en ce qui concernait la promotion d'un développement inclusif et durable. Un intervenant a dit qu'il faudrait réévaluer les règles commerciales, en particulier dans le domaine des services, afin de mieux tenir compte de l'évolution de l'économie mondiale. Un autre intervenant a souligné qu'il importait d'investir dans le capital humain, de promouvoir la transition numérique, de soutenir la transition énergétique et d'améliorer la connectivité des transports. Une autre intervenante a préconisé une libéralisation progressive aux conditions souples, avec des périodes de transition plus longues. Elle a en outre insisté sur la nécessité de mener des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique, notamment dans les domaines du commerce électronique et des infrastructures numériques.

7. La deuxième réunion-débat portait sur les moyens de faire de l'intégration régionale un pilier du multilatéralisme et de veiller à ce que le régionalisme complète et renforce les efforts multilatéraux et contribue au développement durable.

8. Les intervenants sont convenus que le régionalisme ouvert complétait le système commercial multilatéral et facilitait la participation des pays en développement au commerce mondial. Un intervenant a estimé que la coopération régionale constituait une passerelle vers le multilatéralisme et un moyen de surmonter les contraintes géographiques, telles que l'absence de littoral. Certains intervenants ont souligné que la participation active de leurs pays aux efforts d'intégration régionale renforçait la position de ces derniers dans les négociations menées au sein des enceintes multilatérales, notamment dans le cadre du processus d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce. Les intervenants ont également souligné qu'il importait d'élargir la portée des accords commerciaux régionaux afin de favoriser un développement inclusif et durable. Certains intervenants ont estimé que les accords commerciaux modernes devaient aller au-delà des questions habituelles, telles que les droits de douane et l'accès aux marchés, et inclure des dispositions relatives au commerce numérique, aux services, à l'investissement et à la durabilité. En effet, selon un intervenant, ces éléments étaient essentiels pour favoriser une croissance économique inclusive. Citant l'exemple de l'initiative Gelephu Mindfulness City, dans la région de Gelephu (Bhoutan), un autre intervenant a souligné que la coopération fondée sur la confiance était plus durable et efficace que les modèles de coopération axés sur la concurrence.

9. La modératrice a dit que les débats avaient mis en lumière des domaines dans lesquels la CNUCED pouvait concentrer son action en appui aux États membres (assistance technique, analyse des politiques et renforcement des capacités). Un intervenant a également mis en avant les atouts dont la CNUCED disposait pour aider les pays en développement à élaborer des stratégies de négociation, à réformer les cadres juridiques et à améliorer les données et les analyses commerciales. Il a demandé à la CNUCED de poursuivre ses activités d'appui dans ces domaines. Un autre intervenant a exhorté la CNUCED à renforcer son appui aux pays désireux de s'intégrer dans le système commercial multilatéral. Un autre encore a demandé à la CNUCED d'apporter un soutien durable visant à renforcer la participation de pays comme l'Iraq aux activités d'intégration régionale et aux processus d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce.